

**n°45, février 2005**

### Architecture

#### Métamorphoses. / Refurbishment.

Techniques et architecture, 12/2004, n° 475.- p. 24-91

Ce dossier présente quelques exemples français et européens de réhabilitation ou transformation de bâtiments et propose les points de vue des architectes Alexandre Mélissinos et Adam Yédid sur la question de la conservation du patrimoine. Réf : 12377

#### Trois variations pour vivre moderne. Pessac-Talence, 1965-1970. / Callais (C.)

Le Festin, 01/2005, n° 52.- p. 88-91

Trois opérations des années 60, d'une modernité exemplaire, sont décrites et analysées par Chantal Callais, architecte et historienne de l'art : à Talence, le hameau de Noailles, à Pessac, le domaine de Fougères et Pontet-Lamartine. Ces quartiers de maisons individuelles démontrent que densité et qualité de vie ne sont pas incompatibles. Dans ce domaine, l'agglomération bordelaise dispose de références récentes. Réf : 12379

#### Construire l'urbanisme. Entretien avec Chantal Callais. / Costedoat (D.)

Le Festin, 01/2005, n° 52.- p. 92-94

«Peut-on faire la ville avec des maisons ? Quelles sont les alternatives au pavillonnaire intensif, les formes qui ont marqué l'histoire du paysage urbain ? Responsable, avec Gilles Ragot, d'une équipe de chercheurs au sein de l'Ecole d'architecture de Bordeaux, Chantal Callais nous rappelle la méthode et les enjeux d'une investigation menée sur la communauté urbaine de Bordeaux, support d'une réflexion critique pour envisager l'espace collectif de demain.» Réf : 12380



#### Le système des concours d'architecture.

D'architectures, 12/2004, n° 142.- p. 23-32

A l'heure où la question de l'anonymat dans les concours d'architecture est de nouveau d'actualité, ce dossier analyse les points forts et les points faibles des divers types de consultations, s'interroge sur des notions comme celle de «meilleur projet», regarde vers l'étranger et donne la parole aux architectes. Réf : 12410

#### Annexe de l'Ecole des Beaux-Arts. Bordeaux.

AMC le moniteur architecture, 02/2005, n° 149.- p. 62-65

Présentation de l'annexe de l'Ecole des Beaux-Arts de Bordeaux réalisée par l'agence d'architectes Flint. Réf : 12449

## Démographie

Enquêtes annuelles de recensement : premiers résultats de la collecte 2004. Principales caractéristiques de la population et des logements.

INSEE Première, 01/2005, n° 1001.- 4 p.

«Le vieillissement de la population se confirme : en 2004, une personne sur dix a 75 ans ou plus, soit deux fois plus qu'en 1962. La proportion de personnes habitant seules dans leur logement continue d'augmenter. Depuis 1999, une personne sur trois a changé de domicile, souvent dans le même département. Entre 1999 et 2004, le nombre de logements a progressé au même rythme qu'entre 1990 et 1999. Avec l'augmentation du nombre de pièces et la diminution du nombre moyen d'occupants par logement, les Français disposent en moyenne de plus d'espace». Réf : 12376

## Economie

Les services marchands : un tiers de la valeur ajoutée régionale.

INSEE Aquitaine, 12/2004, n° 136.- 4 p.

Les services marchands occupent une place de plus en plus grande dans l'économie aquitaine. Ils représentent le tiers de la valeur ajoutée régionale et emploient 22 % des salariés aquitains. Réf : 12392

Développement économique : un enjeu pour les quartiers.

Comme la ville, 12/2004, n° 16.- 24 p.

Pas de rénovation urbaine sans développement économique. Pour les quartiers, l'enjeu est crucial : la création d'entreprises et de richesses doit non seulement favoriser l'emploi local, mais aussi permettre de faire évoluer leur image. Réf : 12411

## Emploi

Une activité pour 60 % des jeunes sortant du lycée.

INSEE Aquitaine, 01/2005, n° 138.- 4 p.

Six jeunes aquitains sur dix déclarent travailler sept mois après la sortie du système éducatif. Une petite moitié a décroché un emploi non aidé et est sans doute plus insérée dans la vie active. Avoir obtenu un bac professionnel ou un BTS et avoir suivi une filière industrielle sont des atouts importants pour décrocher un travail. Réf : 12440



## Environnement

Barcelone. Reconversion d'une aire de déchets ménagers en parc public.

Le Moniteur des tp, 04/02/2005, n° 5280.- p. 46-48

La vallée d'En Joan, située dans le parc naturel d'El Garraf, accueille sur près de 70 hectares l'unique décharge d'ordures ménagères de Barcelone. Depuis 2003, sa reconversion est engagée pour une ouverture au public en 2008. Le parc sera aménagé en terrasse, afin de maintenir la production de biogaz, transformé en électricité. La paysagiste Teresa Gali-Izard et les architectes Batlle et Roig en sont les maîtres d'oeuvre. Réf : 12402

## Foncier

Comment maîtriser les terrains à aménager ?

Etudes foncières, 11/2004, n° 112.- p. 26-30

Les collectivités publiques ont de plus en plus de mal à maîtriser les terrains à aménager et se réfugient trop souvent dans l'attentisme. La pénurie de terrains bien situés, conjuguée à l'augmentation de la demande immobilière, provoque une flambée des prix et un rejet des constructions nouvelles vers des localisations toujours plus excentriques. Réf : 12504

## Habitat

### Rénovation urbaine. Des outils pour créer la mixité sociale.

Le Moniteur des tp, 28/01/2005, n° 5279.- p. 52-55

Pour introduire la mixité sociale dans les zones urbaines sensibles, l'Agence nationale pour la rénovation urbaine privilégie deux méthodes : démolition de logements sociaux et remplacement par des programmes plus diversifiés sur site, reconstruction de logements sociaux en dehors des ZUS. L'Association Foncière de Logement (AFL), issue du 1 % logement, initie la mutation en intervenant par la construction de logements locatifs libres. Exemples à Lyon (La Duchère) et Mantes la Jolie (Val Fourré). Réf : 12384

### Logement : l'intervention des départements franciliens à la veille de la décentralisation.

Cahiers de l'Aurif Habitat, 01/2005, n° 38.- p. 14-33

Etat des lieux de l'intervention des départements d'Île-de-France dans le domaine de l'habitat et analyse des conséquences de la loi relative aux libertés et aux responsabilités locales sur les compétences intercommunales et départementales en matière de politique du logement.

Réf : 12442

### Deux opérations pilotes d'habitat individuel dense.

Le Moniteur des tp, 11/02/2005, n° 5281.- p. 46-49

Ces deux opérations, réalisées à Lille et Tourcoing, réactualisent la maison de ville, pour les citadins en recherche d'habitat individuel et désireux de rester à proximité des centres-villes. Un partenariat public-privé novateur a été mis en place. C'est la SCI Maisons en ville qui a eu l'initiative des programmes. Elle a engagé une démarche partenariale avec les acteurs publics : Communauté urbaine de Lille métropole, villes de Lille et Tourcoing, agence d'urbanisme de Lille et bailleurs sociaux. Réf : 12450

### Le logement entre tensions et crise. / Goze (M.)

Etudes foncières, 11/2004, n° 112.- p. 9-13

La tension des marchés du logement cache une profonde inadaptation structurelle de l'offre qui se trouve confortée par le dysfonctionnement des aides publiques. On peut en particulier se demander à quels locataires sont destinés les logements construits grâce à la défiscalisation de l'investissement locatif. Réf : 12503



## Juridique

### Loi de programmation pour la cohésion sociale. Loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., 28/01/2005, n° 5279, cahier détaché n° 2.- p. 354-378. Réf : 12382

### Avances remboursables sans intérêt pour l'acquisition ou la construction de logements en accession à la propriété. Décret n° 2005-69 du 31 janvier 2005.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., 04/02/2005, n° 5280.- p. 396-399

"Le nouveau prêt à taux zéro permet désormais l'acquisition de logements anciens, sans condition de travaux. Les ménages disposant de ressources modestes peuvent ainsi bénéficier d'une aide de l'Etat pour devenir propriétaires au centre des agglomérations, où l'offre est principalement constituée de logements anciens. Ces nouvelles dispositions améliorent également le barème du prêt à 0 %, les plafonds de ressources et les conditions de remboursement." Réf : 12400

### Possibilités de délégation des réservations préfectorales de logements locatifs sociaux (application de l'article 60 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales). Circulaire du 17 janvier 2005.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., 04/02/2005, n° 5280.- p. 402-403

La circulaire encadre la délégation du contingent préfectoral de réservations de logements sociaux au maire ou au président d'EPCI. Réf : 12401

La loi du 13 août 2004. La géographie complexe de la délégation des aides à la pierre. / Driant (J.C.)

Etudes foncières, 09/2004, n° 111.- p. 16-20

La loi de décentralisation d'août 2004 transfère aux collectivités territoriales certains pouvoirs en matière de politique du logement. Cependant, les crédits sur lesquels il est possible de jouer restent faibles et le problème de l'articulation entre politique communale de l'urbanisme et politique de l'agglomération du logement reste posé. Réf : 12437

## Planification-aménagement

La maîtrise d'oeuvre au service du cadre de vie. Le point de vue du CNISF (Conseil national des ingénieurs et des scientifiques de France).

Le Moniteur des tp suppl. T.O., 11/02/2005, n° 5281.- p. 406-407

Dix propositions afin de positionner la maîtrise d'oeuvre (architectes et ingénieurs) par rapport au cadre de vie (bâtiments de toutes natures et infrastructures) : formation initiale et continue, cadre législatif et réglementaire, liberté de laisser les groupements de maîtrise d'oeuvre se constituer en fonction des programmes, implication du maître d'ouvrage en phase amont d'un programme... Réf : 12454

La maîtrise d'oeuvre au service du cadre de vie. Comité du génie civil. Rapport du groupe de travail présidé par Jean-Claude Parriau, ingénieur général des Ponts et chaussées honoraire.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., 11/02/2005, n° 5281.- p. 407-411

Ce rapport d'un groupe de travail du Conseil national des ingénieurs et des scientifiques de France met en lumière, en s'appuyant sur la fonction d'ingénierie, la complexité des relations entre les différents acteurs de la qualité du cadre de vie. En effet, la production, conception, fabrication et construction d'objets ou d'établissements de toute nature pour le compte de la collectivité nécessite de faire appel à «plusieurs filières de connaissance et de technique, ce qui ne manque pas de poser des problèmes de fiabilité et de responsabilité...» Réf : 12455

## Sociologie

Mixité. Dossier.

Urbanisme, 01/2005, n° 340.- p. 37-72

Les pratiques et les processus de la mixité, la notion de mixité sociale depuis 1972, le concept dans les politiques publiques, la notion de ségrégation territoriale à l'échelle du territoire sur la base de l'enquête emploi de l'Insee, les motivations réelles des choix résidentiels, les répercussions de la ségrégation spatiale sur l'école, la mixité dans certains lieux publics en France, le communautarisme américain et son empreinte spatiale. Réf : 12391



La Fnau fait le point sur les démarches engagées par les agences d'urbanisme pour mieux accueillir en ville les populations vieillissantes.

Dossiers FNAU, 01/2005, n° 17.- 7 p.

Premier bilan des analyses et des propositions faites par les agences d'urbanisme de Dunkerque, Brest, Longwy et Nancy dans le cadre d'un groupe de travail. Réf : 12439

Le centre de documentation est ouvert du mardi au jeudi de 9h à 12h et 14h à 17h.  
Consultation sur place, possibilité de prêt interbibliothèque.  
Pour toute information complémentaire : [documentation@aurba.org](mailto:documentation@aurba.org)

contacts : Annie Berthelot ~ tél. : 05 56 99 86 39  
Christine Le Vagueresse ~ tél. : 05 57 57 72 57  
accueil : Régine Valère ~ tél. : 05 56 99 86 33